

Le bac 2021 et la fin programmée de l'instruction publique

par Martine Verlhac

Par [Auteur Invité](https://www.mezetulle.fr/le-bac-2021-et-la-fin-programmee-de-linstruction-publique-par-martine-verlhac/), le 30 juillet 2021 (<https://www.mezetulle.fr/le-bac-2021-et-la-fin-programmee-de-linstruction-publique-par-martine-verlhac/>)

Prenant appui sur « l'épisode catastrophique du bac 2021 » avec la généralisation du contrôle continu, Martine Verlhac¹ montre qu'il s'agit là d'une infime partie émergée d'un iceberg qui, depuis près d'un demi-siècle et quelle que soit l'orientation des dirigeants politiques, ne cesse d'enfler et de se durcir pour venir fracasser l'école républicaine : « Avant d'être celle de l'examen, la question essentielle est celle du contenu des savoirs et de l'instruction dispensés dans les lycées »².

Sommaire

1. La question fondamentale du contenu de l'enseignement
2. Chronique d'une destruction au nom d'une prétendue démocratisation
3. Le métier de l'enseignement
4. Notes

Le dernier débat sur l'épisode catastrophique du bac 2021 porte sur le contrôle continu³. Nous savons que la mise en place du contrôle continu revient à installer un régime de discriminations et de privilèges. Mais encore faut-il en analyser les raisons plus lointaines et soulever une question fondamentale.

La question fondamentale du contenu de l'enseignement

Sans doute était-il nécessaire de prendre en compte les angoisses suscitées par les conditions d'études durant les mois de pandémie en validant transitoirement le contrôle continu. Mais le contrôle continu

avait été pensé antérieurement à la pandémie et imposé pour une bonne part par la réforme Blanquer. Les élèves et leurs parents qui peuvent se faire des illusions sur une plus grande sérénité permise par un contrôle continu remarquent en même temps l'inégalité qui serait induite par un « bac maison » : un bac d'un lycée de la Seine-Saint-Denis vaudrait-il un bac du lycée Henri IV ? Cette question est justifiée mais elle ne doit pas en cacher une autre plus essentielle dont elle est l'effet. Car ce sont les mêmes programmes qui président en principe aux études dans tous les lycées. *Mais depuis des années les réformes n'ont cessé de rogner, d'abaisser, de dénaturer les contenus des disciplines enseignées.* L'idée même de discipline est remise en cause par des enseignements mixtes tels l'HLP (humanités, littérature et philosophie) inventé par la réforme Blanquer, dont les objets incertains dénaturent le sens et le contenu des disciplines.

Sans doute, depuis des années, s'est-on prêté à un tel abaissement malgré la résistance de telle ou telle discipline ou les résistances individuelles. Ces résistances ont été tenacement contrebattues par les responsables du ministère de l'Éducation nationale. À cet égard on pourra lire avec profit l'article que *Marianne* a consacré à l'aventure malheureuse et à peine croyable de **Sabine Cuni**, professeur de philosophie à Corte qui a vu ses notes contestées non seulement par les élèves et les parents mais encore par l'administration et l'inspection⁴. Simple professeur parmi d'autres, Sabine Cuni a osé résister. Peut-on croire, lorsqu'on lit l'article de *Marianne*, que les parents, les élèves, l'administration, l'inspection générale de philosophie, qui en l'occurrence s'est déconsidérée en se rangeant du côté de Blanquer, voudraient défendre l'égalité devant l'examen ou devant Parcoursup, système délétère d'attribution de places dans le supérieur ? Évidemment non, même s'ils entonnent de leur côté le refrain prétendument démocratique de ***l'égalité devant l'examen***.

Ce n'est donc pas le seul examen du baccalauréat qui est en cause, ni même le système de notation. Mais ce que les nostalgiques du bac défunt ne disent pas c'est que Parcoursup ou pas, *il y a désormais belle lurette que le bac ne sanctionne plus un niveau acceptable, que*

les étudiants ont été livrés aux conséquences de la dégradation des études secondaires (et probablement de celles qui ont précédé) et que les professeurs du supérieur, qui devraient sans doute s'exprimer sur la question, ne savent plus que faire en recevant ces étudiants.

Avant d'être celle de l'examen, la question essentielle est donc *celle du contenu des savoirs et de l'instruction dispensés dans les lycées* (et auparavant dans les écoles et collèges).

Chronique d'une destruction au nom d'une prétendue démocratisation

Lors de nos débuts dans la carrière de professeur de philosophie, et alors que nous avions affaire à une droite de gouvernement, nous craignons avant tout la suppression de l'enseignement de la philosophie - jugé dissident et dangereux par principe - ainsi qu'une conception discriminante de l'enseignement fondée sur l'idée d'une inégalité fondamentale des intelligences. Or l'arrivée de la gauche aux affaires n'a nullement confirmé l'espoir d'une instruction qui offrirait à tous, non pas une « égalité des chances », mais plutôt une instruction permettant à chacun la possibilité d'études selon ses aptitudes et ses goûts, et de faire la preuve de ses talents. *Il était sans doute dans l'ordre des choses que l'adaptation de la politique aux «réalités économiques», l'aggiornamento du socialisme de gouvernement pour s'adapter au libéralisme économique, confirmé dès 1983 par un tournant qui deviendra ultra-libéral, fussent accompagnés d'une politique de l'École conforme.* Qu'il en ait été autrement eût été étonnant.

La période favorable des Trente Glorieuses, répétant en cela les espoirs de la III^e République, permettait d'espérer une instruction fondée sur l'émancipation par l'accès des individus aux raisons du savoir. Mais dès les années 82 on put voir, avec Savary, qu'il n'en serait pas ainsi. Durant les deux septennats de Mitterrand, l'enseignement a été constamment sommé de renoncer à l'exigence d'instruction, comme si la démocratie devait s'accompagner d'un abaissement.

Jamais sans doute ce penchant n'a été mieux analysé que par le livre de Jean-Claude Milner *De l'école*⁵, qui montre ce qu'il appelle les « réformateurs pieux » tout à leur travail de sape au nom de la démocratisation. Citons encore Jacques Muglioni, inspecteur général de philosophie, puis doyen de l'inspection générale de philosophie, qui avait magistralement explicité les enjeux dont il était question dans *L'école ou le loisir de penser*⁶. Jacques Muglioni avait pris l'initiative, avec Bernard Bourgeois⁷, d'un colloque qui se tint à Sèvres en 1984 et qui se termina par un appel à la défense d'une véritable instruction⁸.

L'apogée du mouvement de destruction de l'instruction et de son idéologie mensongère fut sans doute le ministère de Jospin dont la réforme de 1989 du lycée et du baccalauréat aura signé l'effarant projet d'une prétendue « centralité » de l'élève et d'une subordination de la formation des professeurs à l'objectif de renoncer à l'émancipation par le savoir critique.

On peut corollairement rappeler *l'épisode des IUFM* qui, pour formater les nouveaux professeurs à cet esprit de renoncement, entama, au lieu de son amélioration, la destruction de la formation des professeurs que Blanquer s'emploie à achever par sa réforme des concours de recrutement⁹. Laissons de côté la suite, en laquelle Allègre se sera illustré et Peillon n'aura pas démérité, permettant à Hamon et Vallaud-Belkacem de poursuivre. *Ceux qui ont été à la tête du Ministère de l'EN ont donc obstinément voulu rabaisser l'École.*

On voit donc que la question de l'examen du baccalauréat n'est pas isolée. *Cet examen, s'il perdure, ne sera jamais que le produit et le reflet de l'enseignement qui le précède. Or c'est cet enseignement qu'on aura entrepris depuis cinquante ans de détruire. Cela ne signifie pas que l'on pouvait se satisfaire de ce que la République avait produit auparavant. Il fallait l'améliorer. Mais c'est, depuis cinquante ans, au nom d'une prétendue démocratisation que la droite comme la gauche, dont on devait espérer autre chose, ont tout détruit. Si la valeur relative du baccalauréat selon les établissements peut être*

considérée comme un problème, cela suppose avant tout l'analyse de la débâcle d'une instruction digne de ce nom. Il demeure sans doute des foyers de véritables enseignements fondés en raison, comme en témoigne le recours à quelques enseignements parallèles maintenant un certain niveau. Mais ceci s'est épuisé au fil des ans et va continuer à s'abaisser et *l'on doit craindre véritablement le recours à l'enseignement privé, voie lucrative et discriminante à laquelle des parents aujourd'hui peuvent être obligés de faire appel*, même si cet enseignement ne remplira pas plus que l'enseignement public les exigences d'une instruction digne de ce nom, dans la mesure où ses programmes sont ceux de l'enseignement public, lesquels ont été saccagés au fil des ans et des réformes.

Prenons l'exemple de l'école mathématique française qui s'est illustrée par son excellence jusqu'à une époque récente : elle aura largement vécu, et nous savons que cela se produit en tous domaines. Pouvons-nous croire qu'aux niveaux plus élémentaires, à l'école primaire, au collège et au lycée, il ne s'est pas produit un effondrement qui aura préparé la suite? Il y aura toujours sans doute d'éminents scientifiques, philosophes, écrivains, etc., mais à la marge, eu égard à l'ensemble que l'École a vocation par principe de faire accéder à une instruction fondamentale qui élève et libère. Osons dire d'ailleurs que c'est la seule vocation de l'école car on a trop souvent brandi, selon l'idéologie démagogique des « réformateurs pieux », l'idée qu'elle devait préparer à la citoyenneté ce qui n'est pas son rôle. *Dût-elle ne se consacrer qu'à instruire que ce serait là permettre toute émancipation ultérieure - condition de ce qu'il est convenu d'appeler la citoyenneté.* Nous sommes tombés dans les pièges que dénonçait déjà E. Kant lorsqu'il remarquait que, les princes ne souhaitant que l'obéissance de leurs sujets et les parents que la réussite sociale de leurs enfants, les uns comme les autres voulaient soumettre l'instruction à leurs seuls intérêts¹⁰.

Ce n'est donc pas du seul baccalauréat que nous devons nous préoccuper. C'est du système complet de l'instruction. Le reste n'est

que « littérature » ou exploitation démagogique d'une catastrophe non pas seulement annoncée mais déjà là.

Le métier de l'enseignement

N'oublions pas, *in fine*, la question du métier de l'enseignement. Ce métier, souvent attaqué par ceux qui ne comprennent pas les nécessaires conditions de son indépendance, est aujourd'hui dénaturé. Il a commencé à l'être par les attaques menées contre les disciplines et leurs contenus depuis les réformes qui se sont succédé depuis 50 ans. Sans doute est-il difficile de déterminer et de faire évoluer à chaque époque ce qui doit être enseigné et sans doute cela ne se vote-t-il pas en assemblée. Fallait-il pour autant que, au lieu de réunir des commissions pluralistes de spécialistes honnêtes plutôt que des thuriféraires politiques, les politiques aux affaires fassent de cette question un terrain de manœuvres démagogiques et lamentables ? Il faudrait mener une analyse des programmes de l'enseignement depuis cinquante ans. Leur évolution délétère ne pouvait pas ne pas s'accompagner d'une idéologie à l'appui. Ce fut celle d'un pédagogisme destiné à relativiser la valeur des savoirs, qui s'accompagnait d'une remise en cause de tout esprit critique. Ceci ne fut donc pas sans conséquences sur la qualité des formations des professeurs eux-mêmes.

Par ailleurs, l'introduction récente mais obstinée dans l'École de l'idéologie managériale poursuit ses dégâts. ***L'idéologie managériale, ici comme ailleurs et en amont dans la recherche et l'enseignement supérieur, est l'instrument d'une mise au pas.*** Comment pourrait-il en être autrement lorsqu'on sait que règne en haut lieu une idéologie de la concurrence au lieu de la promotion d'une recherche désintéressée comme d'une transmission des savoirs fondamentaux ? A-t-on contredit en haut lieu les propos du directeur du CNRS qui a affirmé que ce qui devait présider à la recherche était le «darwinisme»?¹¹. En attendant, le métier d'enseignant comme celui de chercheur sont l'objet d'attaques qui risquent fort d'en anéantir le sens en en anéantissant le contenu. Que la résistance contre cela ne

soit guère décisive doit nous interroger, mais que l'on doive l'amplifier et la fonder est une absolue nécessité. Rien ne garantit néanmoins qu'elle triomphe. Il y faudrait sans doute une grande détermination.

L'expérience qu'ont faite les professeurs de philosophie aux avant-postes en ce bac 2021, comme seuls professeurs, avec leurs collègues de lettres en première, d'une discipline évaluée par un écrit, a permis de mesurer la volonté de détruire un métier. Chacun peut s'en persuader en lisant ici ou là leurs témoignages¹².

Je ne reviendrai pas sur cette expérience courageuse mais qui pour diverses raisons a été défaite, puisque même si Blanquer peut sembler se féliciter de ce que le bac 2021 a accompli ses objectifs, il faut exiger le retour à un examen du bac digne de ce nom. C'est aussi le sens de la demande faite par l'Association des professeurs de philosophie de l'enseignement public d'une commission d'enquête ayant pour objectif immédiat ***de garantir aux lycéens des épreuves de baccalauréat nationales, terminales et anonymes, condition insuffisante mais nécessaire d'égalité républicaine***¹³.

Mais un bac ne sera vraiment digne de ce nom que si l'on établit les conditions d'un enseignement lui aussi digne de ce nom. Malheureusement, et sans doute est-ce hautement alarmant car il s'agit d'une question politique fondamentale qu'il faut de toute urgence mettre à l'ordre du jour, nous ne trouvons aujourd'hui nulle trace de la volonté d'une refondation réelle de l'ensemble de l'instruction.

Notes

1- [NdE] Professeur de philosophie honoraire en classes préparatoires aux Grandes écoles, Martine Verlhac a assuré pendant plusieurs années la formation continue des professeurs de philosophie dans l'Académie de Grenoble. Elle est l'auteur de *Pour une philosophie du travail*, éd. Alter Books, 2012, et a dirigé un volume intitulé *L'Histoire et la mémoire* (Grenoble : CDDP, 1998). Elle a publié en 2009 sur Mezetulle (ancien site) un article consacré à

l'école - « Réformer l'école, c'est la refonder » <http://www.mezetulle.net/article-26616424.html> - ainsi qu'un article sur le travail - « Suicides au travail : le tournant gestionnaire et le déficit philosophique » <http://www.mezetulle.net/article-36939270.html>

2- [NdE] Il a été fait régulièrement état par *Mezetulle* de cette politique désastreuse : on peut consulter les très nombreux articles consacrés à l'enseignement tant sur le site d'archives *Mezetulle.net* que sur le présent site (voir les sommaires thématiques des deux sites) - articles signés, entre autres, par Catherine Kintzler, Jean-Michel Muglioni, Tristan Béal, Charles Coutel, Jorge Morales, Dania Tchalik, Marie Perret, Sébastien Duffort, Valérie Soria, Samuël Tomei, Edith Fuchs, Guy Desbiens.

3- Un échantillon nous en a été donné par le débat entre Pierre Mathiot, directeur de l'IEP de Lille, artisan de la réforme Blanquer, et Pierre Merle, sociologue de l'éducation, publié le 9 juillet dans *Mediapart* <https://www.mediapart.fr/journal/france/090721/in-egalites-le-nouveau-bac-mis-l-epreuve>.

4- *Marianne* 2-8 juillet 2021 : « Une lanceuse d'alerte à l'Éducation nationale » article de Gabriel Libert, <https://www.marianne.net/societe/education/surnotation-au-lycee-en-corse-le-combat-dune-enseignante-face-a-leducation-nationale>, texte intégral en libre accès sur Pressreader : <https://www.pressreader.com/france/marianne-magazine/20210702/281917366060892>.

5- Jean-Claude Milner, *De l'école*, Paris : Seuil, 1984, 2^e édition Lagrasse : Verdier, 2009 ; voir dans le site d'archives *Mezetulle.net* l'article sur cette réédition <http://www.mezetulle.net/article-de-l-ecole-de-j-c-milner-enfin-republie-37572044.html>.

6- Jacques Muglioni, *L'école ou le loisir de penser*, Paris : CNDP, 1993, 2^e édition revue et corrigée, Paris : Minerve 2017. Voir l'article

dans Mezetulle <https://www.mezetulle.fr/reedition-du-livre-de-jacques-muglioni-lecole-ou-le-loisir-de-penser/> .

7- Alors professeur à l'Université Jean Moulin de Lyon.

8- Les actes du colloque de Sèvres ont été publiés en décembre 1984 sous le titre *Philosophie, école, même combat*, Paris : PUF.

9- Voir la motion du jury du CAPES externe de philosophie pour le retrait de la réforme des concours du CAPES et du CAPET, à lire sur le site de l'Association des professeurs de philosophie de l'enseignement public <http://www.appep.net/motion-pour-le-retrait-de-la-reforme-des-concours-du-capes-et-du-capet/> .

10- Kant, *Propos de pédagogie* (1803) , IX, 448.

11- Il faut une loi ambitieuse, inégalitaire - oui, inégalitaire, une loi vertueuse et darwinienne, qui encourage les scientifiques, équipes, laboratoires, établissements les plus performants à l'échelle internationale, une loi qui mobilise les énergies.» Antoine Petit, président du CNRS, décembre 2019. *Le Monde*, 18 décembre 2019, article de Sylvestre Huet.

12- Voir par exemple et entre autres la tribune de Francis Métivier : « À toi l'élève inconnu du baccalauréat » *Le Monde*, 7 juillet 2021 https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/07/05/baccalaure-at-a-toi-l-eleve-inconnu-du-bac-philo_6087060_3232.html et l'article de Yassine Bnou Marzouk du 24 juin 2021 « Enseignants et syndicats racontent des dysfonctionnements, des convocations tardives aux compositions inappropriées des jurys du grand oral. Le ministère admet des couacs dans « des proportions non massives » https://www.lemonde.fr/societe/article/2021/06/24/des-cafouillages-d-organisation-pour-les-oraux-du-baccalaureat_6085484_3224.html .

13- Voir sur le site de l'APPEP, 13 juillet 2021 <http://www.appep.net/bac-2021-une-commission-denquete-parlementaire-simpose/>

Cette entrée a été publiée par Auteur Invité le 30 juillet 2021 dans Diaporama, École, Politique, société, actualité, Revue et indexée avec baccalauréat, école, enseignement, réforme scolaire.

Pour citer cet article

URL : <https://www.mezetulle.fr/le-bac-2021-et-la-fin-programmee-de-linstruction-publique-par-martine-verlhac/>

oooooooooooo